



## ACCORD-CADRE DE SERVICES

### Cahier des Clauses Administratives Particulières

**Marchés N° 2025-02-03-04**

*Commun aux 3 lots*

#### Acheteur

---

**Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse**

Adresse : 2-4 Allée de Lodz 69363 LYON Cedex 07

Téléphone : 0472712600

SIRET N° : 18690155900069

#### Représentant de l'acheteur

---

Monsieur le Directeur Général

#### Objet de l'accord-cadre

---

**Prélèvements et analyses d'échantillons d'eau, de sédiments et de matières en suspension dans le cadre du programme de surveillance des bassins Rhône Méditerranée et de Corse**

# Sommaire

<b>1. Objet de l'accord-cadre - Dispositions générales.....</b>	<b>4</b>
1.1 Objet de l'accord-cadre.....	4
1.2 Décomposition en lots et fractionnement à bons de commande .....	4
1.3 Conditions de passation des bons de commande.....	4
1.4 Durée de l'accord-cadre.....	5
1.5 Prolongation des délais d'exécution.....	5
1.6 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel .....	5
1.7 Traitement des données .....	5
<b>2. Pièces constitutives de l'accord-cadre.....</b>	<b>7</b>
<b>3. Forme des notifications et informations au titulaire .....</b>	<b>8</b>
<b>4. Prix - Variation du prix.....</b>	<b>8</b>
4.1 Contenu des prix .....	8
4.2 Mode d'établissement du prix de l'accord-cadre .....	8
4.3 Variation du prix.....	8
<b>5. Avance .....</b>	<b>9</b>
5.1 Modalités de règlement de l'avance.....	9
5.2 Modalités de résorption de l'avance.....	9
<b>6. Retenue de garantie .....</b>	<b>9</b>
<b>7. Règlement des comptes au titulaire .....</b>	<b>10</b>
7.1 Modalités de règlement du prix.....	10
7.2 Délais de paiement.....	11
7.3 Echancier de paiement des Bons de commande .....	11
7.4 Intérêts moratoires.....	11
7.5 Règlement en cas de groupements économiques .....	11
<b>8. Modalités d'exécution de l'accord-cadre.....</b>	<b>11</b>
8.1 Conditions d'exécution des prestations.....	11
8.2 Modalités particulières pour un accord-cadre à bons de commande.....	12
8.3 Modification de l'accord-cadre .....	12
8.4 Prestations supplémentaires ou modificatives .....	12
<b>9. Développement durable .....</b>	<b>13</b>
9.1 Condition d'exécution à caractère social, <b>pour les lots 1 et 2 uniquement</b> .....	13
9.2 Condition d'exécution environnementale pour chaque lot.....	18
<b>10. Constatation de l'exécution des prestations .....</b>	<b>18</b>
10.1 Opérations de vérification et décisions .....	18

10.2	Admission, ajournement, réfaction et rejet.....	18
<b>11.</b>	<b>Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles.....</b>	<b>18</b>
<b>12.</b>	<b>Propriété intellectuelle – Utilisation des résultats.....</b>	<b>18</b>
12.1	Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards.....	18
12.2	Régime des résultats.....	19
<b>13.</b>	<b>Pénalités.....</b>	<b>19</b>
13.1	Pénalités de retard dans l'exécution des prestations (pour la livraison des données de prélèvements ou d'analyses).....	19
13.2	Pénalités de retard dans l'exécution des autres prestations .....	19
13.3	Pénalités pour non-respect de la clause d'exécution à caractère social, pour les lots 1 et 2 .....	20
<b>14.</b>	<b>Garanties .....</b>	<b>20</b>
<b>15.</b>	<b>Assurances .....</b>	<b>21</b>
<b>16.</b>	<b>Différends.....</b>	<b>21</b>
<b>17.</b>	<b>Dispositions en cas d'intervenants étrangers .....</b>	<b>21</b>
<b>18.</b>	<b>Résiliation de l'accord-cadre .....</b>	<b>21</b>
18.1	Résiliation pour faute.....	21
18.2	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	22
<b>19.</b>	<b>Déroptions aux documents généraux.....</b>	<b>22</b>

# 1. Objet de l'accord-cadre - Dispositions générales

## 1.1 Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre porte sur la réalisation de l'ensemble des opérations nécessaires à l'évaluation de la qualité physicochimique des cours d'eau et des eaux souterraines (prélèvements d'eau, de sédiments en vue d'analyses), ainsi que l'analyse d'eau et de sédiments de plans d'eau dans le cadre du programme de surveillance des bassins Rhône-Méditerranée et Corse.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont définies dans le CCTP.

## 1.2 Décomposition en lots et fractionnement à bons de commande

Les prestations sont réparties en 3 lots traités par accords-cadres séparés désignés ci-après :

**Lot 1** : Prélèvements et analyses d'échantillons d'eau dans le cadre du programme de surveillance de l'état chimique des eaux souterraines des bassins Rhône-Méditerranée et Corse.

**Lot 2** : Prélèvements (cours d'eau) et analyses (cours d'eau et plans d'eau) d'échantillons d'eau dans le cadre du programme de surveillance des cours d'eau et des plans d'eau des bassins Rhône-Méditerranée et Corse.

**Lot 3** : Prélèvements de sédiments (cours d'eau) et analyses sur sédiments et matières en suspension (cours d'eau et plans d'eau) dans le cadre du programme de surveillance des cours d'eau et des plans d'eau des bassins Rhône-Méditerranée et Corse.

Les prestations des différents lots font l'objet d'un fractionnement en bons de commande au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

## 1.3 Conditions de passation des bons de commande

Chaque bon de commande précisera :

Le contenu et les quantités des prestations à réaliser

Le montant du bon de commande

La référence de l'accord-cadre

S'il y a lieu :

Les prix unitaires des prestations à réaliser

Les conditions particulières d'exécution

Les conditions particulières de livraison et d'admission

Les délais de livraison

Le lieu de livraison

Les documents à fournir à la livraison

Chaque bon de commande sera notifié au prestataire dans les conditions définies à l'article *Forme des notifications et informations au titulaire* ci-dessous et à l'article 3.7 du CCAG FCS.

Les commandes successives seront adressées sous forme de bons de commande passées dans les conditions suivantes : Les bons de commande sont adressés par messagerie électronique au fur et à mesure de la survenance des besoins, en application des articles R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

L'émission des bons de commande ne pourra intervenir que pendant la durée de validité du marché.

Le titulaire accusera le bon de commande par retour de mail dans un délai de 5 jours.

Les bons de commande passés sur la base de l'accord-cadre, prennent fin à l'admission de la dernière prestation objet du bon de commande. Leur exécution peut se prolonger au-delà de la fin de validité de l'accord-cadre.

#### 1.4 Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est définie à l'article *Durée de l'accord-cadre* de l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 13.1.1 du CCAG FCS, le délai d'exécution de l'accord-cadre part de la date de sa notification.

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG FCS, les délais d'exécution des prestations sont précisés dans les CCTP. Ils ne commencent pas à la notification du bon de commande.

#### 1.5 Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations de l'article 13.3 du CCAG FCS sont seules applicables.

En cas de demande de prolongation de délai dans les conditions définies à l'article 13.3.3 du CCAG FCS, en complément de ces dispositions, il est précisé que le silence de l'acheteur sur la demande de prolongation dans le délai prévu à cet article vaut rejet de la demande.

#### 1.6 Obligation de confidentialité et protection des données à caractère personnel

Le titulaire ainsi que l'acheteur sont tenus à une obligation générale de confidentialité et au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel dans les conditions définies à l'article 5 du CCAG FCS.

Ces obligations s'appliquent aux sous-traitants. Le titulaire s'engage à les leur communiquer.

#### 1.7 Traitement des données

Dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire doit mettre en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'acheteur :

Le titulaire devra s'assurer de la réalisation du traitement des données dans les conditions suivantes :

Dans le cadre du marché, titulaire doit mettre en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte du maître d'ouvrage.

L'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse est responsable de traitement, au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil en date du 27 avril 2016 (Règlement général européen sur la protection des données - « RGPD »).

Ce traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public (base légale du traitement, article 6-1 e) du RGPD).

Le titulaire (ou sous-traitant au sens du RGPD) est autorisé à traiter pour le compte du Responsable de traitement du maître d'ouvrage (le Directeur général de l'établissement) les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations. Pour l'exécution de

ces prestations, le maître d'ouvrage met à la disposition du titulaire les informations nécessaires à sa mission.

Le titulaire (ou sous-traitant, au sens du « RGPD ») s'engage :

- à garder confidentiel l'ensemble des documents ou informations auxquels il aura accès dans le cadre de l'exécution du marché ;
- à informer l'Agence de l'Eau de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer.

Le titulaire doit mentionner dans son offre les coordonnées d'un référent à contacter pour toutes questions sur la protection des données ».

Conformément aux articles 15 à 22 du RGPD et à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018, le maître d'œuvre (titulaire ou sous-traitant, au sens du « RGPD ») dispose d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement et de portabilité de leurs données.

Pour les exercer, il pourra contacter le délégué à la protection des données de l'Agence de l'Eau :

- Par mail : [contact.rgpd@eaurmc.fr](mailto:contact.rgpd@eaurmc.fr)
- Par voie postale (avec copie de votre pièce d'identité en cas d'exercice de vos droits) :  
Délégation à la protection des données, Agence de Rhône Méditerranée Corse, 2-4 Allée de Lodz 69363 Lyon cedex 07.

Il pourra également introduire une réclamation auprès de la CNIL (art. 13 du RGPD - place Fontenoy – TSA 80715 – 75334 Paris cedex / <http://www.cnil.fr>).

Le traitement des données porte sur :

- Objet :  
*Prélever et analyser des échantillons d'eau, de sédiments et de matières en suspension dans le cadre du programme de surveillance des bassins Rhône Méditerranée et de Corse*
- La nature des opérations réalisées sur les données  
*Traitement non automatisé.*
- La ou les finalités du traitement de ces données  
*Prise de contact et échanges sur l'exécution des prestations commandées.  
Prise de contact et échanges pour accéder à certaines stations de suivi à prélever.*
- Le type de données à caractère personnel traitées :  
*Civilité, Nom, prénom, adresse, numéro de téléphone, e-mail.*
- Les catégories de personnes concernées  
*Le personnel de l'agence de l'eau en charge du suivi du marché  
Les personnes à contacter pour accéder à certaines stations de suivi (exploitants de captages, propriétaires de forages, personnel d'entreprises...)*
- Les catégories de destinataires des données sont :  
*Personnel intervenant du titulaire du marché et de ses éventuels sous-traitants et co-traitants*

- La durée du traitement et du stockage des données personnelles  
*Durée de validité du marché*
- Transfert des données hors UE :
  - ☐ Oui          Nom(s) du (des) pays destinataire(s) :
  - ☒ Non

### Sort des données :

Au terme de la prestation relative au traitement de ces données ou au plus tard au terme de la durée du marché, le Sous-traitant (= Titulaire du marché) s'engage :

- ☒ option 1 : à détruire toutes les données à caractère personnel. Une fois détruites, le sous-traitant justifie par écrit de la destruction.
- ☐ option 2 : à renvoyer toutes les données à caractère personnel au Responsable de traitement. Le renvoi s'accompagne de la justification par écrit de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'informations du Sous-traitant.

L'agence de l'Eau conserve à des fins d'archivage les dossiers administratifs et financiers :

- 5 ans pour les candidatures et offres non retenues ;
- 10 ans (à compter de la date de solde du marché) pour les marchés relatifs à des prestations de service, prestations d'études et achats de fournitures courantes ;
- 140 ans pour les prestations intellectuelles ouvrant droits d'auteur ;
- Durée de vie du bâtiment pour tous marchés de travaux.

Tout manquement sera susceptible d'entraîner des sanctions, voire la résiliation du marché, selon les dispositions du CCAG applicable.

## 2. Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes et son annexe financière le bordereau des prix – Estimation financière « BP-EF-LOT... » propre à chaque lot, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, pour chaque lot, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021).
- L'offre technique du titulaire (cadre de réponse) pour chacun des lots.

### 3. Forme des notifications et informations au titulaire

En vertu de l'article 3.1 du CCAG-FCS, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

### 4. Prix - Variation du prix

#### 4.1 Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 17.4 du CCAG FCS, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge.

Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

#### 4.2 Mode d'établissement du prix de l'accord-cadre

Le prix du présent accord-cadre est réputé établi sur la base des conditions économiques définies à l'article *Variation du prix* ci-dessous.

#### 4.3 Variation du prix

Les prix de chaque lot sont révisables.

La révision est annuelle, elle est à faire dans le mois précédent le renouvellement du marché et elle ne s'applique qu'aux nouvelles commandes de la nouvelle période qui suit le calcul de la révision.

Par dérogation au CCAG FCS, les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de Juin 2025.

Ce mois est appelé « *mois zéro* ».

Le prix révisé « Pr » est obtenu en appliquant la formule suivante :

$$Pr = Po \times (0.85 \times (I / Io) + 0.15 \times (F / Fo)).$$

Dans laquelle :

Pr = Prix révisé ;

Po = Prix indiqué dans l'offre et réputé établi sur la base des conditions économiques du mois correspondant au mois de remise des offres, soit Juin 2025.

I = Valeur de l'indice ICHT-M « Activités spécialisées, scientifiques et techniques » (identifiant 001565195) de référence disponible au 15 décembre précédent la reconduction du marché.

Io = Valeur de l'indice de référence ICHT-M « Activités spécialisées, scientifiques et techniques » (identifiant 001565195) au mois d'établissement du prix correspondant au mois de remise des offres, Juin 2025 ;

F = Valeur de l'indice FSD1 de référence disponible au 15 décembre précédent la reconduction du marché.

Fo = Valeur de l'indice de référence FSD1 au mois d'établissement du prix correspondant au mois de remise des offres, soit Juin 2025.

## 5. Avance

Sous réserve des conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique, une avance est versée aux titulaires des lots de montants supérieurs au seuil fixé par le code précité, sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 11.1 du CCAG-FCS, l'option retenue pour les avances est l'option B.

Le taux de l'avance est fixé à 5 %.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée de l'accord-cadre, dans les conditions définies à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

L'avance sera versée en fonction du montant de chacun des bons de commande, sous réserve que le montant du bon de commande soit supérieur à 50 000 € HT et que sa durée d'exécution soit supérieure à 2 mois.

### 5.1 Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois.

### 5.2 Modalités de résorption de l'avance

Le remboursement de l'avance, qui devra en tout état de cause être achevée lorsque le montant des prestations réalisées atteindra 50 % du montant de chacun des bons de commande, s'effectuera selon les modalités suivantes :

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 30 % du montant TTC de chacun des bons de commandes qui lui sont confiées au titre du marché.

L'avance ne doit pas faire l'objet d'une facturation.

## 6. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

## 7. Règlement des comptes au titulaire

### 1.1 Modalités de règlement du prix

Le titulaire transmet ses demandes de paiement sur le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro.

#### 1.1.1 Règlement du prix

Selon les dispositions de l'article 11 du CCAG FCS, les précisions suivantes sont apportées :  
Le règlement du prix s'effectue à chaque réalisation des prestations et décision d'admission distincte. Ce règlement prend la forme d'un règlement partiel définitif dans les conditions de l'article 11.7.1 du CCAG FCS.

#### 1.1.2 Demandes de paiement

En complément des dispositions de l'article 11.3 du CCAG FCS, la demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- Les références du contrat ;
- La nature et le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du contrat, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées, ou le montant des prestations correspondant à la période en cause ;
- Le détail des prix unitaires ;
- Le détail des calculs, avec justifications à l'appui, de l'application des coefficients de révision des prix ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque membre du groupement, le montant des prestations effectuées par celui-ci ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors TVA, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies hors TVA et TTC ;
- Les avances à rembourser ;
- Le montant de la TVA ;
- Le montant TTC.

La demande de paiement devra comporter le numéro du ou des bons de commande.

L'acheteur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

#### 7.1.1 Transmission des demandes de paiement

Conformément aux articles L. 2192-1 à L. 2192-3 du Code de la commande publique, les opérateurs économiques doivent transmettre leurs factures sous forme électronique. Pour ce faire, ils doivent utiliser le "portail public de facturation" nommé Chorus Pro via l'url : <https://chorus-pro.gouv.fr>

L'identifiant de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant :

- 186 901 559 00069

- Le code engagement nécessaire est le numéro de marché indiqué sur la première page de l'acte d'engagement, propre à chaque lot.
- Le code service est le suivant : 31-DCP.

## 7.2 Délais de paiement

Les délais dont dispose l'acheteur ou son représentant pour procéder au paiement des règlements partiels définitifs et du solde sont fixés à 30 jours.

## 7.3 Echéancier de paiement des Bons de commande

Après validation des prestations indiquées dans le CCTP.  
La périodicité des paiements est fixée au maximum à 3 mois.

## 7.4 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par l'accord-cadre donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par le marché) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

## 7.5 Règlement en cas de groupements économiques

En cas de groupement, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement.

L'acceptation d'un règlement à chacun des membres du groupement solidaire ne saurait remettre en cause la solidarité des membres.

# 8. Modalités d'exécution de l'accord-cadre

## 8.1 Conditions d'exécution des prestations

La prestation devra être exécutée dans les délais prévus à l'article *Durée de l'accord-cadre – Délais d'exécution* de l'acte d'engagement.

Les prestations seront réalisées dans les conditions définies par le CCTP.

L'adresse de réalisation des prestations sera précisée lors de l'émission de chaque bon de commande.

## 8.2 Modalités particulières pour un accord-cadre à bons de commande

Les commandes sont faites suivant l'établissement des bons de commande.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la réception du bon de commande pour formuler ses réserves. Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté.

## 8.3 Modification de l'accord-cadre

L'accord-cadre peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, les modifications spécifiques suivantes pourront être apportées :

### **Clause de réexamen**

En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 2° du code de la commande publique, le présent accord-cadre peut être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes :

- cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cas d'une restructuration de l'entreprise titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du présent accord-cadre et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiale ;
- en cas d'événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat (crise sanitaire par exemple), une modification de l'accord-cadre pourra être envisagée afin d'y remédier.

Ces modifications ne sauraient changer la nature globale du contrat et devront être justifiées par un lien de causalité entre les conséquences de l'événement rencontré et le besoin de modifier le contrat, ainsi que le caractère strictement nécessaire des modifications apportées au contrat.

## 8.4 Prestations supplémentaires ou modificatives

Dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG FCS, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, pendant l'exécution de l'accord-cadre, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Comme le présent accord-cadre ne prévoit pas de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'ordre de service prescrivant ces prestations fixera provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives conformément aux dispositions de l'article 23 du CCAG FCS.

## 9. Développement durable

### 9.1 Condition d'exécution à caractère social, pour les lots 1 et 2 uniquement

La partie « Clause d'Insertion Sociale » de l'Article 16 du CCAG portant sur le développement durable est intégralement remplacée par les articles suivants.

#### 9.1.1 Favoriser l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi

En application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique du 1er Avril 2019, l'Agence de l'Eau RMC fixe dans ce marché une clause d'exécution à caractère social permettant l'accès ou le retour à l'emploi des personnes issues des publics prioritaires suivants :

##### **A- Critère d'éligibilité**

- Demandeur d'Emploi de Longue Durée, inscrit à France Travail ayant travaillé moins de 610h sur les 12 derniers mois ;
- Personne en recherche d'emploi de +50 ans, inscrit à France Travail ;
- Bénéficiaire de minimas sociaux ;
- Demandeur d'emploi bénéficiaire de l'obligation d'emploi au sens de l'article L.5212-13 du Code du Travail ;
- Bénéficiaire d'un Pass IAE ;
- Jeune de -26 ans ayant un faible niveau de formation (niveau 3 et inférieur) rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle ;
- Jeune de -26 ans qualifiés (niveau 4 et supérieur) en recherche d'emploi depuis plus de 6 mois ;
- Participant à un dispositif d'accompagnement renforcé de la Métropole de Lyon ;
- Personne orientée par le SPIP (Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation).

D'autres personnes, rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle, peuvent, sur avis motivé des acteurs de l'emploi, apprécié par le facilitateur, être considérées comme relevant des publics prioritaires.

**Dans tous les cas, l'éligibilité des candidats à la clause d'insertion sera validée par la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi, Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage d'Insertion pour le compte du maître d'ouvrage, en amont de tout contrat de travail à l'aide de la fiche de validation transmis par l'AMOI.**

##### **B- Durée d'éligibilité :**

Une personne bénéficiaire peut être valorisée dans le cadre du dispositif Clauses Sociales sur une période de 24 mois calendaires maximum à compter de la date de début de son premier contrat de travail dans le cadre d'une clause sociale.

Incitation à l'emploi durable en CDI : une personne bénéficiaire peut être valorisée jusqu'à 36 mois en cas d'embauche en CDI par une entreprise, dans la limite d'un plafond de 3640 heures d'insertion.

La notion de parcours étant particulièrement importante pour les Maîtres d'Ouvrages du territoire, cette valorisation exceptionnelle jusqu'à 36 mois peut également être accordée par l'AMO Insertion afin, par exemple, de permettre à la personne bénéficiaire d'acquérir une qualification professionnelle.

**C- Principe de mutualisation**

Afin de favoriser la construction de parcours longs, qualifiants et menant à l'emploi durable, les Maîtres d'Ouvrages du territoire valident un principe de mutualisation des heures d'insertion.

Ainsi, un candidat embauché par une entreprise dans le cadre d'une clause sociale, pourra être valorisé lors de son intervention sur un autre marché de la même entreprise, même si l'embauche n'est pas postérieure à la notification du marché.

Dans tous les cas, la 1<sup>ère</sup> embauche effectuée dans le cadre d'une mutualisation devra se faire post-notification d'un marché comportant une clause sociale.

La valorisation d'heures dans le cadre de la mutualisation devra être actée après validation de l'éligibilité du candidat, à chaque étape de la mutualisation.

**D- Mise en œuvre de l'action d'insertion**

Cela consiste, pour le(s) titulaire(s) du(des) marché(s) à réserver une part du temps total de travail nécessaire à l'exécution de son marché, à une action d'insertion d'une durée minimum selon les modalités définies ci-dessous :

Numéro lot	Lot	Volume Insertion (en heures)
<b>Lot N°2</b>	Prélèvements (cours d'eau) et analyses (cours d'eau et plans d'eau) d'échantillons d'eau dans le cadre du programme de surveillance des cours d'eau et des plans d'eau des bassins Rhône-Méditerranée et Corse.	<b>910 heures d'insertion par an, soit 3640 heures sur la totalité du marché</b>

Il est également demandé aux entreprises titulaires des lots 1 et 2 et leurs éventuels sous-traitants de réaliser une action qui contribue à la promotion, à l'accès et au retour à l'emploi des publics qui en sont éloignées tel que défini ci-dessous.

A ce titre, les titulaires des lots 1 et 2 s'engagent à mettre en place :

Numéro lot	Lots	Action qualitative
<b>Lot N°1</b>	Prélèvements et analyses d'échantillons d'eau dans le cadre du programme de surveillance de l'état chimique des eaux souterraines des bassins Rhône-Méditerranée et Corse.	A réaliser pendant la <b>2<sup>ème</sup> année</b> d'exécution du marché
<b>Lot N°2</b>	Prélèvements (cours d'eau) et analyses (cours d'eau et plans d'eau) d'échantillons d'eau dans le cadre du programme de surveillance des cours d'eau et des plans d'eau des bassins Rhône-Méditerranée et Corse.	A réaliser pendant la <b>1<sup>ère</sup> année</b> d'exécution du marché

Parmi les 4 modalités proposées ci-dessous, selon le choix de l'AMO Insertion de l'Agence de l'EAU RMC :

- Animer une demi-journée (3h) de face à face (visite de chantier ou d'entreprise, présentation de ses métiers en salle, atelier conseil, simulation d'entretiens d'embauche, etc.) avec un groupe de personnes éloignées de l'emploi tel que défini ci-dessous ;
- Accueillir en stage ou en immersion conventionné au sein de son entreprise ou sur le lieu d'exécution du marché une personne éloignée de l'emploi tel que défini ci-dessous, sur une durée minimum de 35 heures ;
- Parrainer une personne éloignée de l'emploi tel que défini ci-dessous, à travers des entretiens individuels espacés d'au moins 15 jours (6 heures de face à face) ;
- Faire participer au moins un salarié ayant une fonction d'encadrement de terrain à une session de sensibilisation à la lutte contre les discriminations, au recrutement sans CV ou à l'intégration de publics en insertion durant une demi-journée (3h).

L'entreprise titulaire peut proposer, dans les 8 jours suivant la notification du marché, les modalités qu'elle envisage pour réaliser ses engagements insertion susvisés, ainsi qu'un planning de mise en œuvre.

Le choix de la modalité qui devra être exécutée par l'entreprise titulaire sera toutefois effectué par l'AMO Insertion de l'Agence de l'Eau RMC, afin qu'elle corresponde aux besoins des publics éloignés de l'emploi tel que défini ci-dessous du territoire.

#### **E- Les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle par le titulaire**

Dans le cadre de la réalisation des engagements insertion par l'entreprise, trois modalités de mise en œuvre sont possibles pour les entreprises.

- **1ère modalité : l'embauche directe** par l'entreprise titulaire du marché

Cette embauche peut se réaliser par tous les types de contrats de travail : CDD, CDI, contrat d'apprentissage, contrat de professionnalisation, contrats aidés.

Le titulaire à l'entière responsabilité du choix du candidat, sous réserve de son éligibilité, de la signature du contrat de travail, et de la définition des missions, de sorte qu'il bénéficie d'une véritable insertion professionnelle. Une personne de l'entreprise doit être identifiée pour assurer l'accueil et le tutorat du futur embauché.

- **2ème modalité : la mise à disposition de personnel** par une structure qualifiée

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à disposition du personnel pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification, d'une association intermédiaire. Cet organisme se chargera du recrutement, du suivi et de l'accompagnement. Ces personnes seront encadrées par le titulaire.

- **3ème modalité : le recours à la sous-traitance** avec une Entreprise d'Insertion, Régie de Quartier et Atelier Chantier d'Insertion (sous conventionnement avec l'Etat), une Entreprise Adaptée ou Etablissement et Services d'Aide par le Travail. Le titulaire peut sous-traiter en totalité la part de travail réservée à l'action d'insertion au profit d'une Structure d'Insertion par l'Activité Economique. La liste des structures d'insertion par l'activité économique est communicable, à titre indicatif, par la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi.

Une fois que le choix de la modalité de mise en œuvre de son engagement d'insertion est fait par l'entreprise, le facilitateur se rapproche, le cas échéant, de la structure choisie par l'entreprise pour l'aider à réaliser son engagement d'insertion et lui transmet les informations relatives à la clause d'insertion du marché.

### **9.1.2 Coordonnées de l'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage Insertion pour l'Agence de l'Eau RMC**

L'Assistant à Maître d'Ouvrage Insertion (AMOI) désigné par l'Agence de l'Eau RMC est chargé de faciliter la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de la clause sociale. L'AMOI est l'interlocuteur unique du titulaire dans la mise en œuvre de la clause sociale.

#### **Coordonnée de l'AMOI :**

Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi (MMI'E)  
24 rue Etienne Rognon - 69007 Lyon  
Elsa MAUNIER  
Facilitatrice Clauses Sociales  
Tél : 04 78 60 20 82 - 07 68 09 69 91  
Mél : [emaunier@lyonmetropole-mmie.fr](mailto:emaunier@lyonmetropole-mmie.fr)

L'AMOI apporte un soutien méthodologique au titulaire des marchés publics pour l'aider à satisfaire les conditions d'exécution sociales.

Il répond également aux demandes de conseils ou d'appui formulées par le titulaire dans le cadre de la mise en œuvre de son engagement d'insertion. Pour ce faire, il peut :

- Accompagner les entreprises dans leurs recrutements, par la recherche et la présentation de candidats,
- S'assurer, si nécessaire, de la mise en place d'un accompagnement favorisant l'accueil et l'intégration,
- Apporter si besoin est des réponses en matière d'ingénierie de formation pour satisfaire aux besoins de compétences définis avec les entreprises ou leurs organisations professionnelles.
- Accompagner les entreprises dans la réalisation de ses engagements insertion.

### **9.1.3 Suivi et évaluation de la clause sociale**

#### **Heures d'insertion :**

Dans un délai d'un mois maximum suivant la notification du marché, le titulaire prend contact avec l'AMOI afin de définir les modalités opérationnelles d'exécution de la clause et le calendrier prévisionnel de mise en œuvre de son engagement d'insertion.

Le maître d'ouvrage procède, en collaboration avec la MMIE, au contrôle de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire s'est engagé.

A cet effet, le titulaire produit et transmet à la MMIE, pour le 15 du mois suivant tous les renseignements relatifs à l'exécution de l'action d'insertion.

Les documents à transmettre au facilitateur sont :

- Le contrat de travail (reprenant les éléments liés à l'embauche et reprenant les dates de signature, le type de contrat, sa durée et si nécessaire sa date de fin, mensuelles et annuelles).
- Les fiches de paie.
- Le relevé d'heures transmis par la MMI'E.

Le défaut d'information entraîne l'application d'une pénalité prévue au présent CCAP.

L'AMOI informe régulièrement de l'Agence de l'Eau RMC de l'état de réalisation de l'engagement d'insertion des entreprises titulaires de marchés publics.

En cas de difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de l'engagement d'insertion celles-ci doivent être portées à la connaissance de l'AMOI et de l'Agence de l'Eau RMC.

### **Actions qualitatives :**

Dans un délai d'un mois maximum suivant la notification du marché, le titulaire prend contact avec l'AMOI afin de définir les modalités opérationnelles d'exécution de la clause et le calendrier prévisionnel de mise en œuvre de son engagement d'insertion. Le contrôle des engagements insertion, se réalisera par le biais d'une rencontre en début et fin de prestation avec l'entreprise titulaire, d'un compte rendu réalisé par l'AMO Insertion et la transmission de feuilles d'émargement ou tout autre document justifiant la réalité physique de l'action. L'Assistant à Maîtrise d'Ouvrage d'Insertion assure ce suivi pour le compte de l'Agence de l'Eau RMC, le titulaire s'engage donc à répondre à ses sollicitations et à fournir, dans les délais ci-dessous, tous renseignements nécessaires (planning de mise en œuvre...) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action d'insertion.

En cas de difficultés, notamment économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise titulaire peut demander au maître d'ouvrage la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale.

#### **9.1.4 Clauses contractuelles en matière de protection des données à caractère personnel :**

Le titulaire et ses éventuels co-traitants et/ou sous-traitants traiteront des données à caractère personnel et les transmettront à l'AMO insertion, afin qu'il vérifie l'éligibilité des candidats au dispositif et réalise le suivi des heures d'insertion. Ils s'engagent à traiter ces données dans le respect du RGPD et des clauses contractuelles conformément à l'article X – Condition d'exécution à caractère social du CCAP.

Dans le cas de l'embauche directe, le titulaire informera les candidats et salariés de la transmission à l'AMO insertion des données suivantes : données nécessaires à la vérification de leur éligibilité au dispositif, données nécessaires au suivi des heures d'insertion.

Dans le cas du recours à une structure mettant à disposition du personnel ou à un sous-traitant, le titulaire pourra reporter cette obligation d'information sur la structure en contact direct avec le candidat / salarié, afin de favoriser la bonne compréhension de cette information.

Conformément à la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel dans le cadre du RGPD (loi du 20/06/2018 et ordonnance du 12/12/2018), la Maison Métropolitaine d'Insertion pour l'Emploi (MMI'E) s'engage vis-à-vis des entreprises, dans le cadre de l'exécution de ses prestations, à respecter et à faire respecter par son personnel, les obligations suivantes :

- Ne collecter et traiter les données personnelles que conformément aux instructions et aux finalités liées à l'objet des prestations qui nous lie,
- Mettre en œuvre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la sécurité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles collectées et d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées, perdues, détournées, corrompues, divulguées, transmises ou communiquées à des personnes non autorisées,
- De garantir l'exercice de droit d'accès aux données sur demande (droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition), sur simple demande au délégué à la protection des données de la MMI'E ([dpd@lyonmetropole-mmie.fr](mailto:dpd@lyonmetropole-mmie.fr))
- De supprimer ou d'anonymiser les données personnelles collectées dans un délai d'au plus 10 ans.

## 9.2 Condition d'exécution environnementale pour chaque lot

Voir paragraphe 5 du CCTP.

# 10. Constatation de l'exécution des prestations

La réalisation de chaque commande fait l'objet de vérifications et décisions distinctes.

## 10.1 Opérations de vérification et décisions

Par dérogation aux articles 27, 28 et 29 du CCAG FCS, les opérations de vérification se dérouleront selon les modalités suivantes :

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG FCS, l'Acheteur n'est pas obligé d'aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications, si sa présence n'est pas nécessaire.

Les autres dispositions prévues aux articles 27 à 30 du CCAG FCS s'appliquent aux opérations de vérification et aux décisions y afférent.

En particulier, conformément à l'article 28.2 du CCAG FCS, l'agence de l'eau dispose, en dehors des cas de vérifications quantitatives et qualitatives simples visées à l'article 28.1 du CCAG FCS, d'un délai de 15 jours pour procéder aux vérifications et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

- Modalités de réalisation des opérations de vérification
- Lieu des opérations de vérification
- Modalités supplémentaires.

## 10.2 Admission, ajournement, réfaction et rejet

L'admission (et l'éventuel ajournement, réfaction et rejet) sera prononcée par l'acheteur conformément aux dispositions de l'article 30 du CCAG FCS.

# 11. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que les parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, une suspension de tout ou partie des prestations sera prononcée par l'acheteur. Lorsque la suspension sera demandée par le titulaire, l'acheteur se prononcera sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Les dispositions de l'article 24 du CCAG FCS seront applicables.

# 12. Propriété intellectuelle – Utilisation des résultats

## 12.1 Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards

Les dispositions des articles 35 et 36 du CCAG FCS seront applicables à l'accord-cadre.

## 12.2 Régime des résultats

En vertu de l'article 37 du CCAG FCS :

- Dans le cadre de l'accord-cadre, le titulaire accorde à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation découlant de l'objet des prestations de l'accord-cadre.
- Pour permettre à l'acheteur d'exercer les droits qui lui sont accordés, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours de l'accord-cadre.
- Le titulaire de l'accord-cadre ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables à l'accord-cadre.

## **13. Pénalités**

### 13.1 Pénalités de retard dans l'exécution des prestations (pour la livraison des données de prélèvements ou d'analyses)

Des pénalités seront appliquées en cas de retard dans l'exécution des prestations conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG FCS.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total HT de l'accord-cadre, la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

### 13.2 Pénalités de retard dans l'exécution des autres prestations

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG Fournitures courantes et Services, des pénalités seront appliquées dans les conditions suivantes :

- Si un opérateur réalise des prélèvements sans que l'agence n'ait reçu en amont son CV, ses habilitations et l'attestation de lecture du CCTP signée par l'opérateur, application d'une pénalité forfaitaire de 500 € pour chaque opérateur non déclaré correctement cf. art. 3.1.1.1 des CCTP.
- Si un compte-rendu de campagne n'est pas rendu dans les délais, application d'une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard cf. art. 3.2.4 des CCTP
- Si un compte-rendu de campagne ne comporte pas les éléments demandés dans le CCTP ou qu'il comporte des informations erronées, application d'une pénalité forfaitaire de 500 € cf. art. 3.2.4 des CCTP
- Si l'on constate que l'étiquetage du flaconnage n'est pas conforme au CCTP, application d'une pénalité forfaitaire de 100 € cf. art. 3.1.2.2 des CCTP
- Si les données relatives aux campagnes de blancs de terrain (protocoles mis en œuvre, données relatives aux prélèvements et aux analyses) ne sont pas fournies à

l'agence dans les 60 jours maximum à compter de la demande de l'agence, application d'une pénalité forfaitaire de 1 000 € cf. art. 3.2.7 des CCTP

- Si sur les données rendues dans l'année pour un paramètre donné, moins de 75 % sont accréditées (si l'offre prévoit une accréditation), application d'une pénalité forfaitaire de 250 € par paramètre cf. art. 3.1.3.4 et 4.2 des CCTP
- Si sur les données rendues dans l'année pour un paramètre donné, moins de 75 % ont une limite de quantification inférieure ou égale à celle prévue dans l'offre, application d'une pénalité forfaitaire de 250 € par paramètre cf. art. 3.1.3.4 et 4.2 des CCTP
- Si la réponse à une demande de confirmation de résultats n'est pas transmise dans les 30 jours calendaires à compter de l'envoi de la demande, application d'une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard cf. art. 3.2.9 des CCTP
- Si le rapport « bilan annuel de l'année n-1 » n'est pas transmis dans les délais, application d'une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard cf. art. 3.2.3 des CCTP
- Si le rapport « bilan annuel de l'année n-1 » ne comporte pas les éléments demandés dans le CCTP, application d'une pénalité forfaitaire de 1 000 € cf. art. 3.2.3 des CCTP.

### **13.3 Pénalités pour non-respect de la clause d'exécution à caractère social, pour les lots 1 et 2**

L'absence de contact de l'entreprise, le refus ou le retard de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action vaut pénalité à hauteur de 1 500€ HT sur avis motivé par courrier de mise en demeure avec accusé de réception.

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, l'entrepreneur subira une pénalité égale à 35 € HT par heure d'insertion non réalisée.

Sur avis du facilitateur, le titulaire pourra être exonéré de pénalités si la non-réalisation de l'obligation n'incombe pas à l'entreprise.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, le titulaire subira une pénalité égale à 100 € HT par semaine de retard, à compter de la date indiquée dans le courrier de mise en demeure.

En cas de non-réalisation par le titulaire d'un engagement d'insertion défini par l'AMO Insertion de l'Agence de l'Eau RMC conformément à l'article 9.1 du présent CCAP, il lui sera appliqué une pénalité de 1 500 € HT. Cette pénalité sera également applicable en cas de réalisation hors délai de l'engagement insertion par le titulaire.

## **14. Garanties**

Sans objet.

## 15. Assurances

Le titulaire désigné dans l'accord-cadre devra justifier dans les quinze jours à compter de la demande de l'acheteur d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de l'acheteur à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après l'exécution des prestations.

## 16. Différends

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 46 du CCAG FCS.  
La loi française est seule applicable.  
Le Tribunal compétent est celui du lieu d'exécution des prestations.

## 17. Dispositions en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro (€). Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

*« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord-cadre N°..... du ..... ayant pour objet ..... »*

*Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'accord-cadre et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCAP ou CCP.*

*Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français ».*

## 18. Résiliation de l'accord-cadre

Les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS sont applicables au présent l'accord-cadre auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-dessous.

### 18.1 Résiliation pour faute

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application de l'article 41 du CCAG FCS.

L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

## **18.2     Résiliation pour motif d'intérêt général**

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial hors TVA de l'accord-cadre, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

## **19.    Dérogations aux documents généraux**

Il est dérogé :

À l'article 4.1 du CCAG FCS par l'article *Pièces constitutives*

À l'article 10.2.4 du CCAG FCS par l'article *Variation des prix*

À l'article 13.1.2 du CCAG FCS par l'article *Durée de l'accord-cadre*

À l'article 14 du CCAG FCS par l'article *Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations*

Aux articles 27, 28 et 29 du CCAG FCS par l'article *Opérations de vérifications et décisions*